

MANIFESTE DE LA CONFÉRENCE D'UNITÉ SYNDICALE

Travailleurs syndiqués à la C.G.T., syndiqués Force Ouvrière, syndiqués à la C.N.T.

La Conférence du premier février, rassemblant des militants responsables à tous les échelons de la C.G.T. et de la C.G.T.-Force Ouvrière a décidé d'appeler les syndiqués de toutes tendances, à engager la lutte pour surmonter par tous les moyens la criminelle scission dans laquelle les dirigeants des deux centrales ont une égale responsabilité.

Travailleurs, dans tous vos syndicats et quelle que soient votre tendance, la Conférence vous appelle à combattre sous le mot d'ordre du :

« Congrès extraordinaire de Reconstruction démocratique d'une C.G.T. unique. »

Un seul syndicat face à un seul patron.

Si « Force Ouvrière » n'est pas encore constituée et pour supprimer les causes à sa formation, syndiqués exigez dans les entreprises la convocation d'assemblées générales et de congrès à tous les échelons, démocratiquement préparés par toutes les tendances de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O. et de la C.N.T. Les garanties de ces congrès et A.G. doivent être assurées par la création de comités d'organisation où seront représentés à parité toutes les tendances.

Pour assurer une réforme démocratique d'une C.G.T. unique, regroupez-vous autour des mots d'ordres :

— Reconnaissance de la représentation proportionnelle des tendances à tous les échelons.

— Représentation démocratique des syndicats.

— Révocabilité et rééligibilité à tous les moments des fonctionnaires et responsables syndicaux à tous les échelons.

— Limitation de la durée des fonctions de permanent rétribué (cette limitation tout en visant à combattre le fonctionnarisme syndical, sera calculée de façon à éviter la destruction des cadres syndicaux tout en assurant leur renouvellement).

— Non cumul des fonctions syndicales avec des mandats politiques rétribués.

— Droit d'expression de toutes les tendances dans tous les journaux syndicaux.

Une telle réforme démocratique de l'organisation syndicale peut seule empêcher la scission de se consolider.

A quelque centrale que vous adhérez, avant tout il faut assurer le maximum d'efficacité à votre action syndicale. Que ce soit en restant à la C.G.T., en adhérant à la C.G.T.-F.O. ou en protégeant l'unité du mouvement dans le cadre de l'autonomie.

Syndiqués, ayez à l'esprit que l'émiettement syndical représente la plus grave défaite pour le mouvement ouvrier. Ne cédez pas à l'esprit de sectarisme haineux, maintenez tous les contacts à la base, exigez toutes les formes d'unité d'action par la création de comités intersyndicaux à tous les échelons.

L'ennemi n'est pas le syndiqué de l'autre tendance.

L'ennemi c'est le patron, l'Etat bourgeois, l'Administration et le Gouvernement.

Le responsable n'est pas le syndiqué de base.

LES RAISONS PROFONDES DE LA SCISSION

La deuxième guerre mondiale a confirmé pour la seconde fois en trente ans, l'urgence nécessaire pour les masses laborieuses d'en finir avec le régime capitaliste. L'humanité à peine sortie de deuxième grand massacre, se trouve dès à présent engagée sur la voie d'une troisième guerre mondiale placée sous le signe de la bombe atomique.

La seule force capable de briser le régime capitaliste générateur de guerre et de dictature est le prolétariat international.

C'est la force de la classe ouvrière mondiale qui dresse le plus puissant barrage à la barbarie d'une troisième guerre.

Consciente des dangers révolutionnaires qui la menacent, la bourgeoisie internationale a mis sur pied le Plan Marshall, qui n'a pas d'autre sens que d'assurer le maintien de la domination

capitaliste dans les pays de l'Europe occidentale, tout en les assujettissant à la politique internationale des U.S.A. La diplomatie soviétique s'efforce de faire échec à la politique américaine en utilisant la force des groupements qu'elle influence pour saboter la mise en œuvre du Plan Marshall.

La cristallisation à l'échelle mondiale des deux blocs U.R.S.S.-U.S.A. domine la crise syndicale.

POUR L'AUTONOMIE DU MOUVEMENT SYNDICAL

Camarades de toutes tendances, nous vous posons cette question :

« Comment peut-on concevoir que l'organisation syndicale puisse rester cohérente sans que soit assurée l'autonomie de la C.G.T. à l'égard de tous les partis et de tous les gouvernements ? Comment une organisation dont les statuts stipulent qu'elle rassemble tous les salariés à quelques opinions politiques, philosophiques ou religieuses qu'ils appartiennent peut-elle rester unie sans ce respect absolu de l'autonomie ? »

Le drame de la C.G.T., c'est que les deux tendances Jouhaux et Frachon ne peuvent observer véritablement ces règles de l'autonomie et de la démocratie syndicale par suite de l'orientation qui est la leur.

LA SCISSION SYNDICALE A ÉTÉ RÉALISÉE POUR DONNER UNE BASE SYNDICALISTE À LA 3^e FORCE

Les dirigeants du groupe central Force Ouvrière sont acquis au Plan Marshall. La 3^e force veut constituer la direction du Parti Socialiste est également acquise au Plan Marshall. La scission a été méthodiquement préparée par l'appareil dirigeant du Parti Socialiste.

L'indépendance de Jouhaux, camoufle son iméodation totale à la politique des gouvernants actuels.

LE MINISTERIALISME « COMMUNISTE » DE LA C.G.T. INSTRUMENT DE SCISSION

Syndiqués de la C.G.T., de la tendance Frachon, l'orientation fautive et autoritaire de la direction majoritaire a œuvré pour la scission.

Pour soutenir l'activité de ministres « amis », Frachon a qualifié à l'époque :

« La grève arme des trusts », le « gouvernement de Gaulle bon gouvernement » parce que

Croizat et Thorez y participaient, le blocage des salaires presque une « félicité », les postiers grévistes d'août 1946 d'Hitlériens.

Ensuite, les ministres communistes perdant leur strapontin, la direction majoritaire de la C.G.T. opère un brusque tournant. Elle déclenche des grèves dans le seul but de faire pression sur le gouvernement. Mais le fond de sa politique reste le même.

Au nom de « l'indépendance nationale » Frachon cherche à rassembler dans des « comités de défense de l'industrie » les patrons anti-américains qui n'y tiennent guère.

Cette stratégie de collaboration de classes reste dans la ligne des appels aux patrons « patriotes » pour collaborer dans les comités mixtes et les comités patriotiques de production des années 1944-46.

Hier cette orientation avec les patrons patriotes a fait faillite. Elle a permis au patronat de se renforcer, d'affermir ses positions, de passer à une offensive ouverte contre les conditions de vie des travailleurs.

Aujourd'hui, l'orientation de collaboration avec les patrons dans les comités de défense ne peut manquer d'amener de graves mécomptes.

Travailleurs, nous syndicalistes lutte de classe nous déclarons que les politiques de collaborations de classes menées sous le signe de Washington et de Moscou ne peuvent qu'entraîner les plus lourdes défaites pour la classe ouvrière. Il faut revenir à la fière devise des salariés :

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » dont le respect peut seul assurer notre victoire.

SYNDIQUES DE TOUTES TENDANCES, IL FAUT FORGER DANS L'ACTION LE PROGRAMME DE LA VICTOIRE

Vous êtes sortis de la vague de grèves de novembre-décembre avec le sentiment qu'il aurait fallu engager le combat tous ensemble au même moment et avec les mêmes revendications.

La scission syndicale si elle rend plus difficile les conditions préparatoires à de nouveaux combats ne supprime pas les causes qui poussent les masses populaires à lutter pour protéger leur pouvoir d'achat.

Contre les sanctions, pour la défense de leurs libertés syndi-

cales, contre toutes les formes de la surexploitation patronale, les travailleurs commencent la bataille tous ensemble dans chaque entreprise, bureau et chantier, en la continuant avec la préparation d'un large mouvement unanime qui visera à imposer par la grève générale :

— le minimum vital garanti contre la hausse des prix par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier.

La lutte contre les licenciements et le chômage par la répartition rationnelle du travail pour tous en constituant le contrôle des syndicats sur l'embauchage et le débouchage.

Le renversement du gouvernement réactionnaire et la protection des libertés ouvrières contre la menace gaulliste.

JOUHAUX NE PEUT PAS NOUS CONDUIRE AU SUCCÈS

Le passé démontre que l'orientation de Jouhaux est incapable d'assurer le succès des revendications ouvrières. Pourquoi ?

Parce que pour des motifs « politiques » de défense du régime capitaliste, les dirigeants soi-disant indépendants de la C.G.T.-F.O. sont opposés à la grève générale même pour des revendications professionnelles.

Neumeyer dans « Force Ouvrière » du 8 janvier le déclare clairement :

« La grève générale est susceptible de mettre le régime et l'économie générale du pays en péril. J'ai scrupule à me servir de cette arme quand il est question de revendications professionnelles. »

Syndiqués de Force Ouvrière que pensez-vous d'un régime et d'une économie qui nous condamne à la misère ?

Comme nous, vous estimez qu'il faut le renverser ! Mais tel n'est pas l'avis de Neumeyer.

Aujourd'hui encore Jouhaux n'hésite pas à apporter son appui à toutes les farces organisées par le gouvernement de vie chère, qui en paroles déclare vouloir baisser les prix alors qu'il signe en fait des décrets de hausse tous les jours.

Travailleurs de Force Ouvrière, vous n'avez pas débrayé en novembre parce que vous ne vouliez pas servir de pion dans l'offensive politicienne du P.C.F., qui ne cherchait qu'à utiliser la combativité ouvrière pour des fins qui n'étaient pas celles des travailleurs. Mais Jouhaux en sabotant la grève, s'est servi lui aussi de

vous pour soutenir politiquement le gouvernement Schuman. Travailleurs de Force Ouvrière il faut avec tous les travailleurs forger une autre orientation que celle du réformisme. Une C.G.T. réformatrice signifie l'intégration du mouvement syndical dans l'appareil d'Etat bourgeois.

FRACHON NE PEUT PAS NOUS CONDUIRE AU SUCCÈS

Dans la vague de grèves de novembre-décembre, pour vaincre il fallait une grève générale totale. Mais Frachon ne voulait pas prendre la responsabilité de lancer la grève générale !

« Jamais la C.G.T. a écrit Frachon, n'a lancé le mot d'ordre de grève générale. »

Pourquoi ? Parce que la direction majoritaire de la C.G.T. ne veut pas supprimer la cause de la misère ouvrière, le régime capitaliste. Elle veut remettre en selle Maurice Thorez comme vice-président, Croizat comme ministre du Travail.

Heureuse période ! que celle où les communistes détenaient les leviers de commandes de la politique bourgeoise : le pouvoir d'achat des masses s'avilissait sans cesse, les profits patronaux s'élevaient avec non moins de régularité. Croizat ne pouvait pas octroyer une décente retraite aux vieux car il fallait veiller à l'équilibre du budget capitaliste.

Thorez déclarait à Hellemmes aux mineurs, en février 1946, que le blocage des salaires était une juste nécessité.

Travailleurs qui par millions, avez débrayés, en novembre-décembre, ce n'était pas pour les objectifs de Frachon que vous vouliez combattre. C'était pour assurer un minimum vital garanti par l'échelle mobile, revendication qui ne pouvait être arrachée que dans une lutte d'ensemble contre le pouvoir bourgeois.

UNE NOUVELLE DIRECTION : LE COMITÉ DE GREVE DEMOCRATIQUE

Nous, syndicalistes « lutte de classes », estimons que jamais plus doivent se renouveler les divisions d'hier. Dans l'action, les syndiqués de toutes les centrales doivent se retrouver unis.

Seule une véritable direction démocratique rassemblant les meilleurs militants de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., de la C.N.T. peut gagner la confiance de tous les travailleurs, peut assurer la victoire de la grève générale. Seule les rassemblements locaux, départementaux et nationaux des comités de grève, émanation démocratique de la base, peuvent surmonter la méfiance de larges couches ouvrières à l'égard de la politique stalinienne et briser le cadre de la politique de collaboration de classes pratiqués par les directions des deux courants.

TRAVAILLEURS

Nous syndicalistes lutte de classes nous appelons à vous organiser, par entreprise, par syndicat, par union locale et départementale dans des conférences d'unité syndicale, où par dessus les barrières des organisations rivales vous discuterez des problèmes vitaux de la classe ouvrière.

Des centaines, des milliers de travailleurs veulent combattre, cherchent une nouvelle direction, veulent surmonter les orientations de défaites de Jouhaux et de Frachon.

Rassemblement des syndiqués de toutes tendances, les Conférences d'unité syndicale vous appellent à combattre pour :

Un Congrès extraordinaire de reconstruction démocratique d'une C.G.T. unique.

La défense des avantages acquis, contre la surexploitation patronale et gouvernementale.

La préparation d'une lutte d'ensemble qui imposera le minimum vital garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier.

Militants de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., de la C.N.T., inorganisés, venez avec nous combattre pour cette immense tâche de résurrection d'un mouvement syndical unique.

« Unité Syndicale » deviendra l'organe et l'instrument des combats émancipateurs de la classe ouvrière, et où chacun pourra librement et démocratiquement défendre son point de vue.

“ UNITÉ SYNDICALE ”

chez JOUHAUX et FRACHON

Jedi 19 février, en application des décisions de la Conférence d'unité syndicale, une délégation de sept camarades conduite par René Dumont, de la C.A. de la Chambre syndicale des Employés de la Région Parisienne (C.G.T.) est allée déposer les résolutions adoptées par la Conférence nationale, aux bureaux confédéraux C.G.T. et C.G.T.-F.O.

Reçue à la C.G.T. par Racamond, Raynaud, Duchat et à la C.G.T.-F.O. par Bothereau, la délégation s'est entretenue avec les secrétaires confédéraux du problème de l'Unité syndicale.

A LA C.G.T.

Racamond va au-devant des critiques de la délégation : « Oui, la C.G.T. a pu donner l'impression de s'intégrer à l'appareil d'Etat, de subordonner son action à la politique gouvernementale, mais c'est la minorité F.O. qui est responsable de ce glissement vers la collaboration de classe. La majorité s'est trop longtemps laissé entraîner par les initiatives des dirigeants minoritaires. »

A notre proposition d'un Congrès extraordinaire de reconstruction démocratique de la C.G.T., faisant appel à toutes les tendances du syndicalisme, Raynaud répond par le sacramental : « La C.G.T. continue ». « Les portes de la C.G.T. restent ouvertes — dit Racamond. Si Jouhaux et ses amis veulent y revenir, il y ont leur place... »

Raynaud est plus préoccupé de l'attitude de Jouhaux que de ré-

pondre sérieusement au problème de la reconstruction de l'unité syndicale avec les milliers de travailleurs qui, ne connaissant par la « démocratie » du Bureau confédéral, mais l'arbitraire ou les brutalités des bureaucrates syndicaux ont ralliés « Force Ouvrière » pleins d'illusions.

D'ailleurs Raynaud condamne en bloc « ceux qui vivent des millions de dollars avec lesquels la scission fut financée ».

Notre camarade Benoit, secrétaire de la 2^e région des Services Publics (F.O.) s'élève avec indignation contre cette interprétation scandaleuse du passage à F.O. du postier de la gare du Nord ou du municipal du Havre. Ceux que Benoit condamne en bloc, ce sont « les bonzes syndicaux, artisans de la scission ».

Après que la possibilité d'une double affiliation syndicale pour certains militants ait été envisagée sans autre objection de la part des secrétaires confédéraux que la non officialisation de semblables situations, la délégation reçoit l'assurance que les résolutions de la Conférence d'Unité syndicale seront transmis au Bureau confédéral et à la C.A. qui répondront.

A « FORCE OUVRIERE »

Bothereau ne nie pas que la scission affaiblit le mouvement ouvrier, mais il faut choisir : « Il n'y a rien à faire avec les communistes. Sous leur direction la C.G.T. ne peut être indépendante. Si Frachon est colonel à la C.G.T.

il n'est que simple soldat au Kominform. Il vaut mieux Washington que Moscou ».

Bothereau indique donc clairement qu'à l'origine de la scission il n'y a pas volonté d'indépendance mais choix politique : pour Wall-Street contre les bureaucrates du Kremlin. Dans ce choix se trouve délibérément rejetée l'action autonome de la classe ouvrière internationale pour ses propres intérêts.

Il faut protéger l'Etat et le régime. Bothereau parle alors comme un ministre de « nos » importations et de « nos » exportations. Il fait confiance à M. René Mayer pour contrôler et répartir équitablement crédits et importations. Nos mots d'ordres de l'échelle mobile, du contrôle ouvrier, etc... lui apparaissent comme des formules « doctrinales » dépourvues de tout « réalisme ».

Avec un parfait souci d'indépendance politique, Bothereau explique de la façon suivante le referendum du Syndicat du livre qui bien que foncièrement antistalinien, n'a donné que 11 % des voix à F.O. : « C'est l'esprit corporatif, l'attachement à la caisse de chômage et à la retraite qui a fait voter les travailleurs du Livre contre la scission. Plus préoccupés de leurs intérêts matérialistes (sic) ils n'ont pu voir les grands problèmes nationaux et internationaux. »

Bothereau perd de vue que le syndicalisme c'est précisément la défense des intérêts professionnels contre l'exploitation patronale.